

Note de conjoncture

> L'analyse économique de FranceAgriMer



• 6 novembre 2017

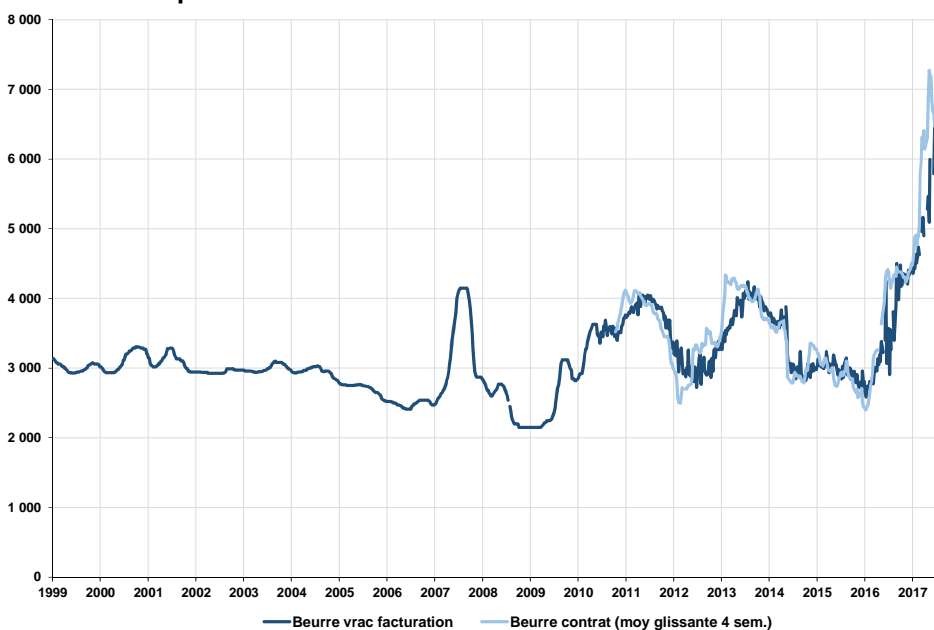
Éléments d'éclairage sur l'évolution du marché du beurre en 2017

LE CONTEXTE : Une flambée des cours du beurre...

L'année 2017 a été caractérisée par une croissance inédite des cours du beurre. Cette hausse avait débuté au printemps de l'année 2016 mais elle s'était tassée en fin d'année avec une stabilisation des prix autour de 4 300 €/tonne (prix des contrats) en France.

La perspective du pic de collecte européen (qui a lieu au 2^e trimestre, avec une collecte maximale en mai) et d'une augmentation des fabrications de beurre avait entraîné un repli des prix du beurre sur le marché communautaire en général, en France en particulier. Contre toute attente, dès la semaine 10, la tendance s'est inversée. Les prix ont été orientés à la hausse, une hausse qui s'est accélérée au fil des semaines. Entre la semaine 10 et la semaine 38 (fin septembre), le prix du beurre a ainsi progressé de 64 % en France, ce qui représente 2 806 €/t supplémentaires. Les niveaux atteints par le prix du beurre en France (dépassant 7 000 €/t) sont historiques : jamais sur les vingt dernières années de tels sommets n'avaient été approchés, même dans les meilleures périodes traversées par la filière.

Évolution des prix du beurre vrac contrat et du beurre vrac facturation



Source : FranceAgriMer

Cette situation n'est pas spécifique à la France puisque les prix européens ont suivi les mêmes évolutions cette année, progressant de 2 197 €/tonne entre la semaine 1 et la semaine 38 (prix moyen UE), soit + 51 %, tout comme les prix

océaniques dans une moindre mesure (+ 1 053 €/tonne, soit + 25 % sur la même période). C'est donc le marché mondial du beurre dans son ensemble qui est concerné par cette flambée des prix.

... tandis que le prix de la poudre de lait écrémé a chuté.

La fin du régime des quotas laitiers a été suivie d'une période de forte croissance de la collecte de lait dans l'Union européenne. Les volumes supplémentaires de lait produits ont dû être transformés rapidement en produits stockables, c'est-à-dire en beurre et poudre de lait écrémé. Les fabrications de poudre de lait écrémé ont rapidement été disproportionnées par rapport à ce que le marché mondial était capable d'absorber, dans un contexte difficile de réduction de la demande des grands importateurs mondiaux. Cela a entraîné un repli du prix de ce produit en France comme sur l'ensemble du marché international. La remise en place de l'intervention publique (stockage) par la Commission européenne a permis de limiter la chute du prix au niveau du prix d'intervention, ce qui n'est plus le cas depuis le 30 septembre 2017, date de la fermeture de l'intervention.

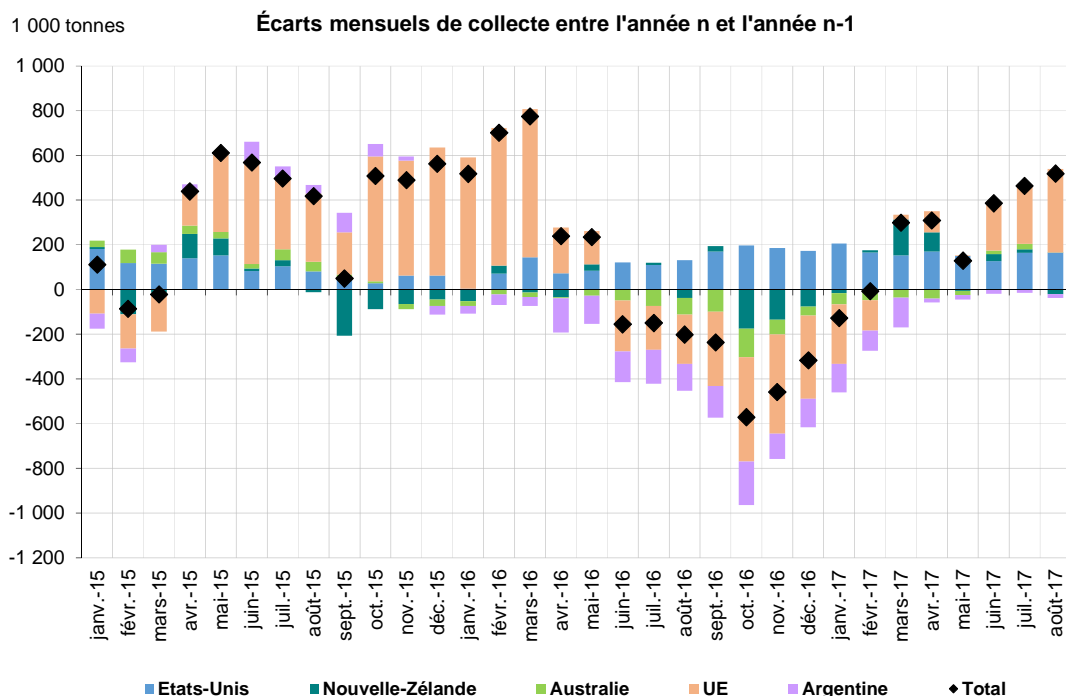
Malgré une demande qui s'est nettement améliorée depuis le printemps, les 357 548 tonnes de poudre en stockage public (auxquelles s'ajoutent les 11 764 tonnes en stockage privé, à fin août 2017) pèsent sur le marché et empêchent une remontée des prix.

Ainsi, le marché de la poudre de lait écrémé est caractérisé par un déséquilibre dû en partie à une offre trop importante. Le déséquilibre du marché du beurre est au contraire lié à un déficit de l'offre (voir la suite pour plus d'explications). Ces deux produits industriels sont des « co-produits », fabriqués ensemble : pour améliorer l'un des deux marchés, il faudrait dégrader l'autre.

LES CAUSES : Cette hausse du prix du beurre est la conséquence d'un déséquilibre entre une offre en repli...

À partir du mois de juin 2016, la collecte de lait « mondiale » (cumul des collectes des cinq principaux exportateurs mondiaux : Union européenne, Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, Argentine) s'est affichée en repli par rapport aux niveaux de l'année précédente. Le rôle de l'Union européenne dans cette évolution a été primordial. La crise dans la filière, qui s'est traduite par une dégradation du prix du lait payé aux producteurs et donc de leur revenu, a fini par peser sur les élevages laitiers, réduisant la production, voire amenant à des cessations d'activité.

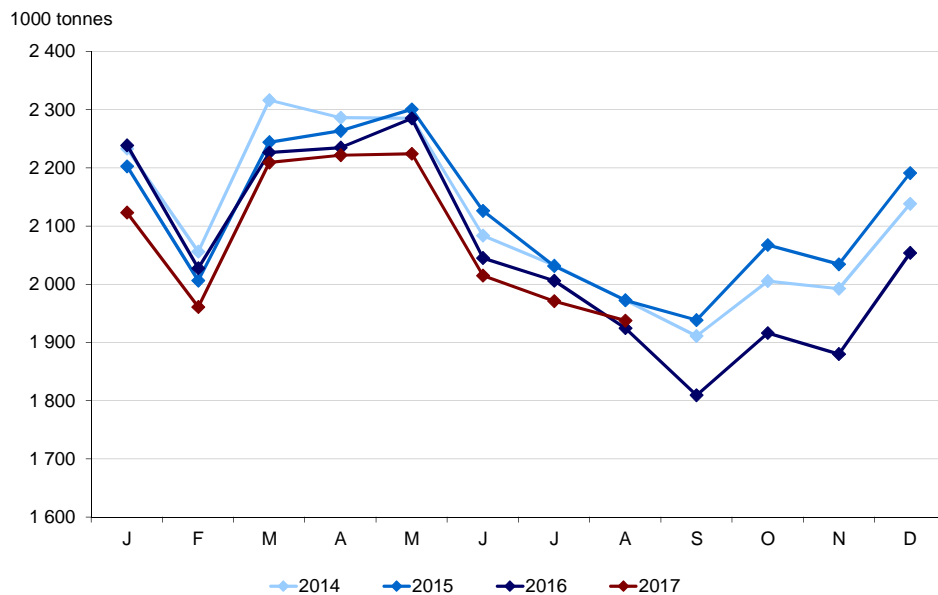
Évolution de la collecte mondiale : écarts mensuels entre l'année n et l'année n-1 par pays



Source : FranceAgriMer d'après Dairy Australia, Clal.it, DCanz, USDA et Eurostat

En France, la collecte de lait est en recul depuis le mois de mars 2016 et jusqu'en juillet 2017. Sur la période août 2016 – juillet 2017, ce sont environ 958 milliers de tonnes de lait de moins qui ont été collectées. Ces volumes ont fait défaut pour les fabrications de produits laitiers, et notamment de beurre : - 25,3 milliers de tonnes sur la même période. Il s'agit d'un repli important, d'autant plus pour un pays structurellement déficitaire en beurre comme la France (le pays est importateur net de beurre).

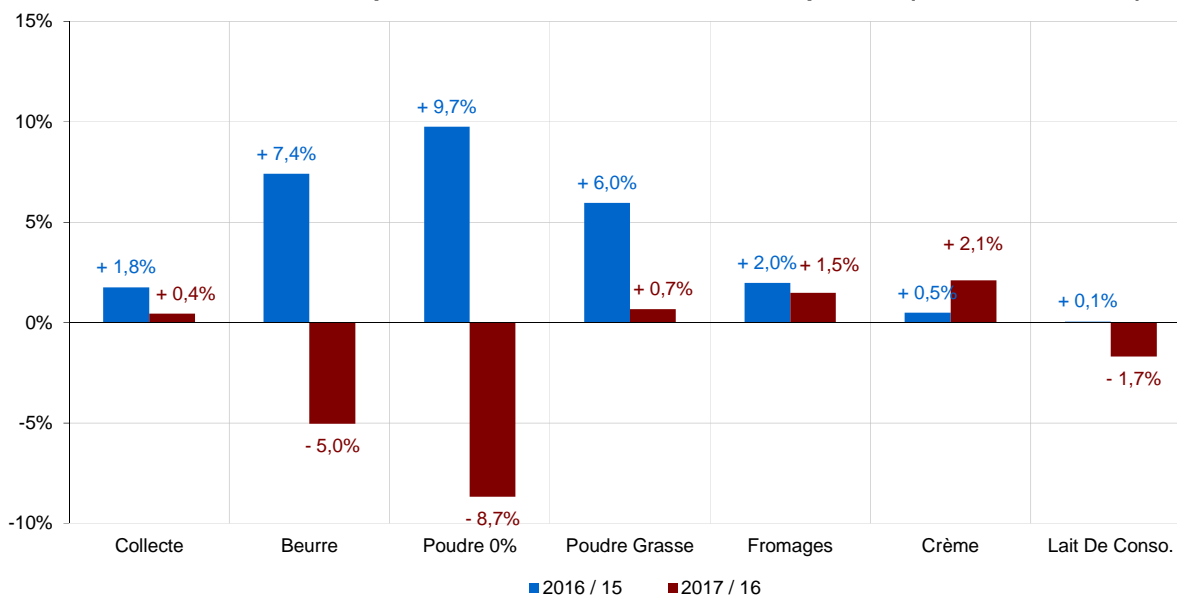
Évolution de la collecte mensuelle de lait de vache en France



Source : FranceAgriMer

À l'échelle européenne, la même diminution des volumes de beurre produits peut être observée. Elle est de 5 % en cumul sur les huit premiers mois de 2017, ce qui représente 73 600 tonnes de beurre en moins.

Évolution des fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne (cumul sur 8 mois)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Ce repli des fabrications de beurre est lié au déséquilibre du marché mondial de la poudre de lait écrémé : pour tenter de limiter ce déséquilibre du marché, le choix des opérateurs européens et mondiaux a été de réduire les fabrications de poudre de lait écrémé (et donc de beurre, coproduit de la poudre de lait écrémé) pour se concentrer sur les fromages, qui offrent une meilleure valorisation du lait et pour lesquels la demande sur le marché mondial était dynamique. Ainsi, les fabrications européennes de fromages ont augmenté de 90,6 milliers de tonnes (+ 1,5 %) sur 8 mois 2017.

... et une demande dynamique

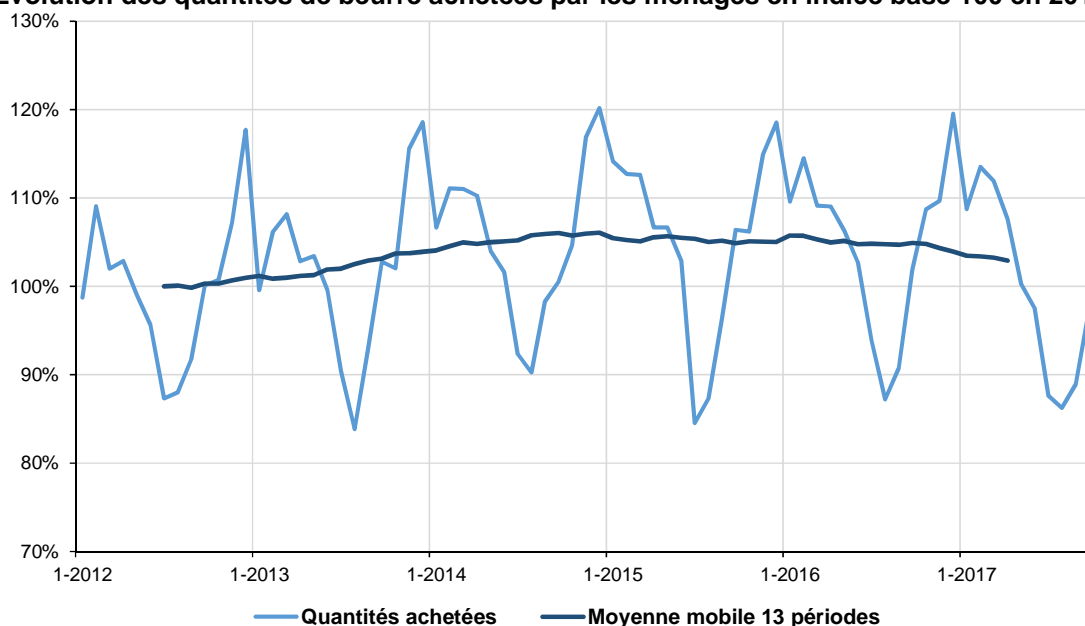
Parallèlement à la réduction des disponibilités en beurre sur le marché international, la demande mondiale s'est raffermie. Après avoir été longtemps décriée, la matière grasse laitière (et donc le beurre mais aussi la crème) a retrouvé une bonne image santé et nutritionnelle et une place dans le panier des ménages. L'effet a été particulièrement marqué aux États-Unis où une nette croissance de la consommation de beurre a été constatée (+ 10 % entre 2014 et 2017 d'après l'USDA), une croissance qui n'a pu être satisfaite via la seule augmentation de la production nationale mais qui est passée également par des importations.

La consommation de beurre s'est également affermie dans d'autres pays d'Amérique du Nord et du Sud ou d'Asie, qui ont eu recours aux importations pour satisfaire leur demande interne : la Chine (+ 6,9 % sur 7 mois), la Russie (+ 27 % sur 6 mois), le Mexique (+ 8,3 % sur 7 mois), l'Australie (+ 29 % sur 7 mois), les Philippines (+ 9,7 % sur 6 mois)...

En France, la demande a également augmenté du côté des ménages. Avec le retour de l'envie de faire de la cuisine « maison » et les discours positifs sur le beurre, les achats de beurre par les ménages ont en effet progressé ces dernières années (avant de diminuer en 2017, faute d'offre suffisante).

Par ailleurs, les industriels de la viennoiserie et de la pâtisserie ont récemment dû faire face à une demande dynamique, que ce soit en France ou pour l'exportation, et donc à un besoin en beurre accru.

Évolution des quantités de beurre achetées par les ménages en indice base 100 en 2012



Source : FranceAgriMer, d'après Kantar Worldpanel

Ces évolutions opposées entre l'offre et la demande ont créé des tensions sur le marché du beurre et conduit à la flambée des prix.

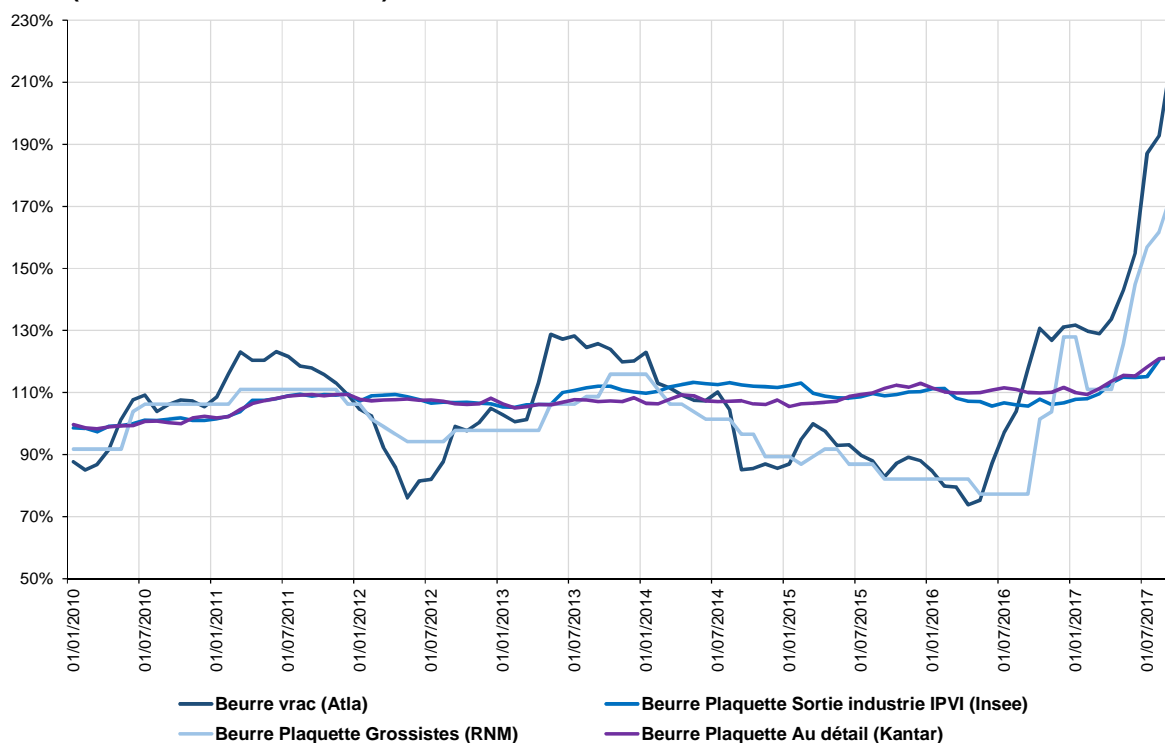
Notons que par ailleurs aucune conclusion ne peut être tirée quant au rôle des marchés à terme sur le beurre sur la volatilité des cours, ces marchés étant à ce jour beaucoup trop étroits.

LES CONSÉQUENCES : des problèmes de répercussion des prix sur le marché français...

La hausse du prix du beurre constatée sur le marché mondial a concerné également le beurre vrac français, comme l'indique l'enquête réalisée par FranceAgriMer et la cotation d'Atla qui en découle. Néanmoins, cette forte croissance ne semble pas avoir été répercutée à l'ensemble des maillons de la filière : en effet, si la plaquette de beurre de 250 g vendue par les grossistes sur le marché de Rungis a enregistré une hausse significative, ce n'est pas le cas des mêmes plaquettes de beurre destinées à la grande distribution et donc aux ménages français.

Ainsi, alors que la cotation du beurre vrac a augmenté en moyenne de 76 % sur les huit premiers mois de 2017 par rapport à la même période de l'année précédente, et les prix du beurre plaquette vendue par les grossistes de 65 %, la plaquette de beurre vendue au détail en GMS n'a augmenté que de 3,3 % sur la même période et celle vendue par les industriels pour le marché français de 3,6 %. Cette faible évolution résulte du fait que les GMS contractualisent avec leurs fournisseurs de beurre en début d'année et pour l'année entière : elles ont donc acheté le beurre qu'elles vendent aujourd'hui au prix qui avait cours en février, très inférieur à celui d'aujourd'hui.

Comparaison de l'évolution des cours du beurre (beurre vrac et beurre plaquette) aux différents stades de la filière (Indice base 100 en 2010)

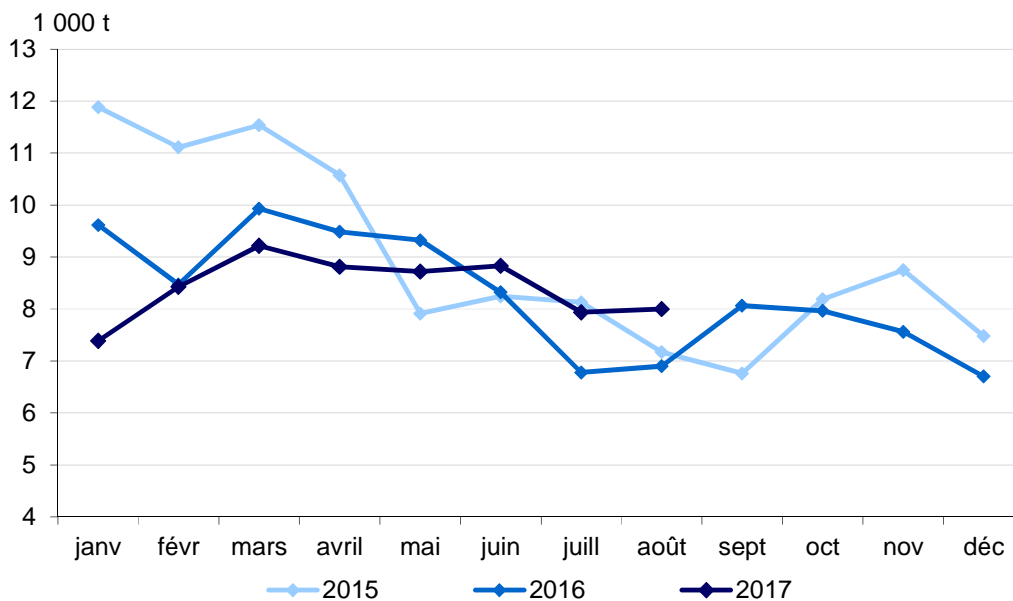


Source : FranceAgriMer d'après Atla, RNM/FranceAgriMer, Insee, Kantar Worldpanel

... qui ont conduit les opérateurs à faire un choix de vente sur le marché mondial...

Ces derniers mois, avec un prix mondial du beurre plus rémunérateur que celui proposé par la grande distribution, certains opérateurs se sont tournés vers l'exportation, alors même que le marché français manque de beurre. Les ventes françaises de beurre ont ainsi augmenté de 6 % en juin, 17 % en juillet et 16 % en août (soit + 12,6 % sur ces trois mois par rapport à 2016), ce qui représente 2 763 tonnes de beurre supplémentaires sorties du marché français.

Exportations françaises de beurre



Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

Cette récente évolution est d'autant plus notable que les exportations européennes sont restées en repli sur la même période.

La France étant un importateur net de beurre, cette hausse des exportations a participé à accroître la tension sur le marché du beurre et a conduit à un recours encore plus important aux importations, de 16 % sur juin – août (soit + 8 098 tonnes).

... et certains artisans à s'approvisionner dans les GMS

Le prix plus faible du beurre dans les GMS peut avoir attiré de petits industriels de l'agro-alimentaire (de la viennoiserie, de la biscuiterie...) qui ont pu préférer s'y approvisionner plutôt que de se fournir chez les grossistes, où les prix avaient suivi l'évolution de celui du beurre vrac.

Néanmoins, ceci reste à vérifier. En effet, le panel de Kantar n'enquête qu'auprès des ménages et les achats par des opérateurs, s'il y en a eu, n'ont pas été mesurés et ne peuvent donc pas être quantifiés.

Ont contribué à ce numéro : unité Élevage / service Analyse économique des filières / direction Marchés, études et prospectives



La note de conjoncture filières laitières est une publication de FranceAgriMer. Directeur de la publication : Christine Avelin / Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation de FranceAgriMer. L'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer de conseils personnalisés. Photos : Philippe Dubocq/Fotolia, Pixtal, droits réservés.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr